

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 31/03/2015

Publication : 31/03/2015



VILLE DE LAVAL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS / conseil municipal du 30 mars 2015

RÉVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES ET DES EAUX PLUVIALES

N° S 461 - UTEU - 8 -

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 45

Date de la convocation : 23 mars 2015

Nombre de présents : 38

Compte rendu analytique de séance affiché le : 31 mars 2015

A la date ci-dessus, le conseil municipal de Laval convoqué conformément aux articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de ville, dans la salle de ses délibérations, sous la présidence de Monsieur François Zocchetto, sénateur-maire.

Étaient présents :

Tous les membres du conseil municipal.

Étaient représentés :

- Jean-Jacques PERRIN, adjoint, par Philippe HABAULT, adjoint,
- Gwendoline GALOU, adjointe, par François ZOCCHETTO, sénateur-maire,
- Alain GUINOISEAU, conseiller municipal, par Sophie LEFORT, adjointe,
- Véronique BAUDRY, conseillère municipale, par Guillaume GAROT, conseiller municipal,
- Marielle ROLINAT, conseillère municipale, par Isabelle BEAUDOUIN, conseillère municipale,
- Jean-Christophe BOYER, conseiller municipal, par Gisèle CHAUVÉAU, conseillère municipale,
- Yan KIESSLING, conseiller municipal, par Claude GOURVIL, conseiller municipal.

Philippe VALLIN, conseiller municipal, arrivé en séance à 19 h 25 et était précédemment représenté par Sophie DIRSON, conseillère municipale.

Gisèle CHAUVÉAU, conseillère municipale quitte la séance à 22h00.

Conformément à l'article L. 2121-15 du code général des collectivités territoriales, il a été procédé à l'élection de deux secrétaires : Florence QUENTIN et Aurélien GUILLOT.



VILLE DE LAVAL

DÉLIBÉRATION conseil municipal du 30 mars 2015

RÉVISION DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES ET DES EAUX PLUVIALES

N° S 461 - UTEU - 8

Rapporteur : Xavier Dubourg

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 123-1 et suivants, L. 123-6 et L. 300-2 et R. 123-1 et suivants ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 8 février 2007,

Vu la mise à jour du plan local d'urbanisme par arrêté du 10 octobre 2007,

Vu la révision simplifiée du plan local d'urbanisme par délibération du 25 janvier 2008,

Vu la mise à jour du plan local d'urbanisme par arrêté du 3 octobre 2008,

Vu la modification du plan local d'urbanisme par délibération du 6 février 2010,

Vu les mises à jour n°3 et 4 du plan local d'urbanisme par arrêtés du 6 février 2010 et 6 septembre 2010,

Vu la modification du plan local d'urbanisme du 27 juin 2011,

Vu la mise à jour n°5 du plan local d'urbanisme par arrêté du 3 février 2014,

Vu la modification n° 4 du plan local d'urbanisme par délibération du 3 février 2014,

Vu la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,

Vu les articles L. 2224-10 et L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales relatifs à la mise à enquête publique des zonages d'assainissement,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 17 mai 2010 prescrivant la mise en révision du PLU et fixant les modalités de la concertation,

Considérant qu'il convient d'autoriser le maire à lancer la procédure d'enquête publique,

Sur proposition de la commission urbanisme - travaux - écologie urbaine

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le conseil municipal arrête le projet de zonages d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales sur la commune de Laval.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à lancer la procédure conjointe d'enquête publique avec le PLU.

Article 3

Au terme de l'enquête, les zonages d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales seront approuvés par délibération du conseil municipal. Ils seront annexés au plan local d'urbanisme.

Article 4

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 5

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour ampliation et par délégation,
Le directeur général des services,

Le maire,

Signé : Jean-Marc Milcent

Signé : François Zocchetto